

Les écologistes hostiles au gaz de schiste

La prise en compte des gaz non conventionnels permettrait de doubler les réserves mondiales mais le bilan environnemental de leur extraction pourrait s'avérer catastrophique.

Avec la crise économique, c'est la mise sur le marché nord-américain d'énormes quantités de gaz de schiste qui explique la faiblesse du prix du gaz sur le marché mondial à court terme. En quatre ans, la production de ce gaz non conventionnel aux États-Unis a été multipliée par huit. Désormais elle atteint 88 milliards de mètres cubes.

Estimées à 920 000 milliards de mètres cubes, les réserves mondiales font espérer aux majors du pétrole ou aux multinationales de l'énergie que le gaz peut être l'énergie du XXI^e siècle. Dans le Monde du 30 juillet dernier, le PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet, estimait que la prise en compte des gaz de schiste permettrait de porter les réserves totales de gaz à « plus de cent vingt ans », contre soixante ans actuellement.

Seul hic mais de taille ! L'extraction de ces gaz s'avère particulièrement dommageable pour l'environnement. Emprisonnée dans des couches d'argiles vieilles de 250 à 350 millions d'années et situées à des profondeurs variant entre 2 000 et 4 000 mètres, la molécule s'avère difficile à extraire. Contrairement au gisement conventionnel où il suffit de pomper le gaz dans les poches où il est emprisonné, l'extraction des gaz de schistes implique de creuser des puits verticaux puis des puits horizontaux dans lesquels on injecte d'énormes quantités d'eau et d'adjuvants chimiques particulièrement toxiques. Menaces sur les terres agricoles, surexploitation et pollutions graves des nappes phréatiques... Dix ans après que les États-Unis se furent lancés dans l'exploitation de cette ressource, le bilan environnemental s'avère, dans certaines régions du pays, catastrophique. Autant dire que la perspective de voir pareil scénario se reproduire en France – des permis de prospection dans les Cévennes ou encore dans le Larzac ont été récemment délivrés par le gouvernement – suscite l'hostilité des écologistes et des populations concernées. Une colère d'autant plus forte que la relance de l'exploration minière s'est décidée sans débat public.

P-H. L